

Les Algériens maintiennent la pression contre Bouteflika

- Les manifestants ont crié vendredi leur colère, mais aussi leurs espoirs, dans une ambiance festive.
- Ils ont ignoré les menaces de violences des barons du sérail.
- La France ne cache pas son inquiétude face à cette tension.

Reportage Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

Nous avons libéré le pays de la domination coloniale ; vous êtes en train de reconquérir nos libertés spoliées par les usurpateurs, qui ont pris le pouvoir par la force !”

Dès son apparition, hier, dans la manifestation, Djamilia Bouhired a été happée par la foule, qui scandait “Vive Djamilia. Algérie libre et démocratique ? FLN dégage...” Vêtue de noir, cheveux courts, tête nue, l’icône de la révolution algérienne qui avait quitté la scène politique dès les premiers mois de l’indépendance, en 1962, ne voulait, pour rien au monde, rater ce rendez-vous des Algériens avec la dignité. Malgré ses 84 ans, sa révolte de jeunesse contre les injustices est restée intacte. Des centaines de jeunes qui la croyaient morte tant elle était discrète, ont accouru pour la voir, la toucher, l’entendre. Très émue par ces preuves d’affection et de respect, elle s’est prêtée au jeu des embrassades, des photos et des selfies. “Par ce passage de témoin symbolique entre générations de combattants, l’Algérie retrouve sa place dans l’histoire des grandes nations !” clame un journaliste.

Une fois encore, les Algériens ont crié leur colère, dans tout le pays, contre le président Bouteflika qui brigue un cinquième mandat malgré une santé chancelante. Dans les rues d’Alger, envahies par une foule bigarrée, la révolution en marche a pris un air festif. Malgré le risque de violences provoquées par les cagouleurs du pouvoir pour justifier un état de siège, ils étaient des centaines de milliers à manifester en famille, et parfois avec des enfants en bas âge. Des couleurs, des fleurs, des sourires, du

bonheur... Des scènes surréalistes ! Les policiers anti-émeutes, retranchés derrière leurs boucliers, ont rangé les matraques et échangé des sourires avec les manifestants. Même les islamistes ne se sont pas offusqués à la vue de jeunes filles “occidentalisées”, sans voile. Lors de la première mobilisation de vendredi 22 février, nombre d’Algériens ont préféré s’abstenir pour éviter une récupération par les barbus ; une prudence justifiée par le début des manifestations fixée à la fin de la grande prière hebdomadaire.

“Nous avons les kalachnikovs !”

Durant la semaine, les marches “contre le 5^e mandat et contre le système politique” se sont multipliées dans tout le pays : avocats, journalistes, étudiants. Avant l’apothéose...

Le risque de provocation était pourtant bien réel.

Depuis mardi, une conversation “fuitée” des centres d’écoutes officiels circule sur les réseaux sociaux. L’échange entre Abdelmalek Sellal, ancien Premier ministre et actuel directeur de campagne de Bouteflika, et Ali Haddad, l’oligarque en chef, révèle l’état d’esprit dans le sérail. “Vendredi, il faudra ramener tous les ministres ; j’offre le couscous !” propose Ali Haddad. “Ils ont déserté vendredi dernier, seul le ministre de l’Intérieur était en poste”, répond Sellal. Lorsqu’Ali Haddad lui conseille de faire attention lors du déplacement électoral programmé, vendredi, à Ain Ouessara (située à 150 km au sud d’Alger), la réponse de Sellal révèle le jusqu’au-boutisme des hommes du sérail : “Nous avons les Klashs [NdLR : Kalaschnikov] !”

Dans les milieux politiques, cette menace est diversement appréciée. Pour les uns, “ils sont capables de provoquer le chaos pour justifier l’état de siège”.

Tension aux abords des institutions

La police algérienne a tiré de nombreuses grenades lacrymogènes pour dégager l’entrée du Palais du gouvernement, siège des bureaux du Premier ministre, pour disperser les très nombreux manifestants rassemblés devant le bâtiment à Alger, a constaté une journaliste de l’AFP.

Des heurts ont aussi opposé de petits groupes de jeunes à la police algérienne. Ce groupes ont jeté des pierres contre la police qui a répliqué par de très nombreux tirs de grenades lacrymogènes, à environ 1,5 km de la présidence de la République.

Pour d’autres, “c’est une intimidation pour faire peur aux manifestants”.

Un “plan B” pour remplacer Bouteflika ?

En attendant d’y voir plus clair, le calendrier électoral suit son cours, comme si de rien n’était. Le délai pour le dépôt des candidatures au Conseil constitutionnel est fixé au 3 mars. Si le nombre de prétendants a dépassé la centaine, certains parfois loufoques, ceux qui ont réussi à récolter les parrainages de 60 000 électeurs exigés par la loi se comptent sur les doigts d’une main. Comme Ali Ghediri, général major à la retraite. Inconnu il y a encore quelques semaines, il a réussi à se positionner comme un sérieux challenger d’Abdelaziz Bouteflika. Ou Ali Benflis, ancien Premier ministre et candidat malheureux en 2004 et 2014. Ou encore l’islamiste “modéré” Abderrezak Makri, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP, Frères musulmans).

Reste le cas Bouteflika, évacué dimanche dernier à Genève pour “des contrôles médicaux”. Selon des sources crédibles, toute sa famille l’aurait rejoint avec armes et bagages. Malgré la confirmation par Abdelmalek Sellal du dépôt de sa candidature prévue pour dimanche, l’on n’exclut pas des coups de théâtre de dernière minute. Ira-t-il jusqu’au bout de son aventure, qui risque de coûter très cher au pays ? Ou y a-t-il un “plan B” pour le remplacer au pied levé par un autre candidat, plus consensuel dans le sérail ?

Dimanche, le nom de Ramtane Lamamra, ancien ministre des Affaires étrangères, a circulé pour une transition moins chaotée. Si ce diplomate de carrière jouit d’une solide réputation de compétence et d’intégrité, il est déjà trop tard pour une solution molle. Les Algériens ont brisé le mur du silence et de la peur ; ils exigent maintenant “le départ de tout le système”.

La France s'inquiète particulièrement de la crise

Benjamin Masse
Correspondant à Paris

Le dossier algérien est scruté de très près par l'exécutif français. Une grave déstabilisation du pays serait même le pire "cauchemar" d'Emmanuel Macron en matière de géopolitique, selon un haut responsable français cité par *L'Obs*.

Ces derniers jours, l'exécutif suit donc le sujet comme le lait sur le feu. Emmanuel Macron a ainsi appelé ce mardi dernier l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt, pour se tenir informé au plus près de l'évolution des événements. Il lui a également demandé de se rendre le lendemain à Paris pour faire un point avec le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

Les raisons pour lesquelles le dossier est aussi brûlant pour Paris sont diverses. D'abord, il y a bien sûr les questions économiques et énergétiques: sont notamment localisées en Algérie une usine de PSA et une autre de Renault, tandis que le pays est un important débouché pour le blé hexagonal. En sens inverse, le gaz algérien représente 10% des importations françaises. Au total, les échanges bilatéraux représentent pas moins de 5 milliards d'euros. Vient ensuite les enjeux sécuritaires. Dans une région sous haute tension, la déstabilisation politique du pays est une source de très forte inquiétude au quai d'Orsay et à l'Élysée. Avec, notamment, au cœur des préoccupations hexagonales, le devenir de

la lutte contre le djihadisme au Sahel.

Vague djihadiste

Mais ce sont les conséquences potentielles sur le sol français qui préoccupent au premier chef l'exécutif. Avec, d'abord, la mobilisation sur le territoire de l'Hexagone de la communauté d'origine algérienne. Dimanche dernier, ils étaient quelques centaines à manifester, à Paris, place de la République, mais aussi dans plusieurs villes de Province. Des rassemblements contre le régime d'Abdelaziz Bouteflika sont ainsi prévus tous les dimanches jusqu'au scrutin du 18 avril. Dans ce contexte, l'exécutif marche sur des œufs. Il tient à rester à la bonne distance, en évitant soigneusement toute forme d'ingérence, tout en veillant à montrer qu'il n'est pas indifférent aux

événements en cours de l'autre côté de la Méditerranée. "C'est au peuple algérien, et à lui seul, qu'il revient de choisir ses dirigeants, de décider de son avenir, et cela dans la paix et la sécurité", a tenu à déclarer le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux.

Au-delà de l'issue politique de la crise, certains dirigeants français craignent aussi une vague migratoire qui découlerait d'un éventuel chaos algérien. Si certains évoquent la possibilité d'une arrivée

massive de plusieurs millions d'immigrés, ce scénario relève cependant pour l'heure de la science-fiction. Mais, à Paris, on se souvient aussi que l'essor de la vague djihadiste des années 1990 avait découlé d'une crise politique à Alger.

La guerre civile algérienne avait alors suscité l'importation du terrorisme islamique sur le sol français, par le biais en particulier du Groupe islamique armé (GIA), qui avait alors mené plusieurs attentats dans l'Hexagone. Avec, notamment, l'attentat à la bombe du RER B à la station Saint-Michel, qui avait fait huit morts et 150 blessés, le 25 juillet 1995.

Relation particulière

Enfin, si Emmanuel Macron lui-même s'intéresse d'aussi près au sujet, c'est qu'il a noué une relation toute particulière avec le pays. Il s'y était notamment rendu en février 2017, aux débuts de la campagne présidentielle. Lors d'une interview à un média local, il avait alors qualifié la colonisation française en Algérie de "crime contre l'humanité". Une prise de position qui avait suscité une vaste polémique, et l'avait finalement contraint à revenir sur ses propos. Il avait cependant promis, une fois élu, de revenir sur le sujet ultrasensible de la mémoire franco-algérienne.

**Certains
dirigeants
français
craignent aussi
une vague
migratoire.**